

---

MAGAZINE D'ANTICIPATION POLITIQUE



DÉCEMBRE JANVIER FÉVRIER MARS 2013

---

# SOMMAIRE

---

**Edito** La blague de trop (p.3) – **Gouvernance** Etats-Nations, Europe, Régions et...  
Macro-Régions (p.5) – **FuturHebdo** 26/03/2063: L'humanité est-elle prête pour un nouvel  
Abu Simbel ? (p.9) - **Société** L'inéluctable contre-révolution du peuple américain (p.11)  
- **Euro-BRICS** Vers la conclusion des accords type Schengen entre Euro-BRICS (p.18)  
- **Geopolitique** La nouvelle route des Indes passera-t-elle par le Nicaragua ? (p.21)

---

MAGAZINE D'ANTICIPATION POLITIQUE

# La blague de trop

par Michaël Timmermans



**C'est une technique bien connue dans le monde de la comédie. Faire rire le public permet de lui faire baisser sa garde et le plonger plus profondément dans l'aspect dramatique de l'histoire. Avec les élections italiennes du mois dernier, c'est un peu ce qu'il s'est passé...**

26 février, les résultats des élections italiennes sont connus. Beppe Grillo, un ancien comique, est présenté comme le grand gagnant. Berlusconi, avec sa coalition qui emporte 30% des suffrages, n'a toujours pas disparu. Les journaux annoncent que la 3ème économie de la zone euro est aux mains de clowns et d'eurosceptiques. Les dirigeants européens, désavoués par la défaite cinglante de leur poulain Mario Monti, tremblent. Les marchés plongent.

Selon les médias traditionnels, la déroute est totale<sup>1</sup>. L'Italie est bloquée. Il faut toutefois nuancer. Présenté comme eurosceptique, le Movimento 5 Stelle, emmené par Beppe Grillo, ne remet pas fondamentalement en cause l'Euro et encore moins l'Union Européenne. Il est d'ailleurs à noter que le programme du parti fait plusieurs fois référence aux directives européennes et aux autres Etats membres<sup>2</sup>. Dans le discours de Beppe Grillo, celui-ci parle d'organiser un referendum sur l'euro mais pas de s'en retirer. Si les précédentes consultations populaires organisées par l'UE ne se sont effectivement pas déroulées comme Bruxelles l'aurait souhaité, il ne faut pas pour autant considérer que demander l'avis de la population sur des sujets essentiels est un signe de rejet. Ce parti, qui ne souhaite pas s'aligner sur le clivage traditionnel gauche-droite, tente de réinventer la manière de faire de la politique et de redonner une place aux Italiens dans les affaires de leur pays<sup>3</sup>.

Tout au long de l'Histoire, les Italiens ont ouvert la voie empruntée par la suite par le reste du continent. Sans remonter à l'Antiquité et aux Romains, la Péninsule s'est avancée la première dans la pénombre du fascisme. Plus proche de nous, par une politique centrée sur l'émotion ainsi que sur la fusion du politique et du privé, le "Berlusconisme" a précédé le "Sarkozysme".

Une nouvelle fois, l'Italie affiche un visage qui deviendra bientôt familier dans de nombreux pays européens c'est-à-dire celui d'une politique nationale à l'agonie<sup>4</sup>. En pleine crise systémique globale, le véritable pouvoir délaisse les contrées des Etats-Nations au profit des institutions européennes. En plaçant Mario Monti à la tête de l'Italie, l'UE a pris une décision forte mais radicale. Les dirigeants de l'Euroland ont choisi d'interrompre le processus démocratique en Italie afin de stabiliser l'union économique et monétaire. A la lumière d'une telle détermination, la politique nationale est de plus en plus visiblement aux ordres des institutions supranationales et ses représentants comparables à

1. "Le succès de Grillo, aussi fascinant qu'effrayant", 26.02.2013, [Le Soir](#)
2. Le Programme du Mouvement 5 Etoiles, [Wikisource](#)
3. "Elections en Italie, un nouveau pas vers la Démocratie", 04.03.2013, [Libération](#)
4. "Beppe Grillo se prépare à envahir l'Europe", 20.03.2013, [Presseurop](#)



des chefs de villages. Privés d'un réel pouvoir d'action, les leaders nationaux en sont réduits à des discours simplistes, à des slogans voir à simplement faire du spectacle.

Confronté à ce constat, l'Euroland se rend compte qu'il ne peut plus laisser des élections "régionales" mettre en péril l'équilibre de tous les membres de l'union monétaire. C'est aussi en ce sens que les élections du mois dernier ont constitué un tournant essentiel au niveau européen. En partie à cause de la dramatisation orchestrée par les médias, toujours prompts à jouer sur les annonces et les étiquettes, elles ont provoqué un véritable choc dans l'opinion publique européenne. Parce que, oui, dans cette situation, on peut parler d' "opinion publique européenne", tant elle fut comparable partout sur le continent.

C'est pourquoi, à la torpeur qui a suivi les élections, succède une fenêtre d'opportunité pour l'Europe et, encore plus significativement, pour l'Euroland. Chaque crise, chaque problème, chaque défi, fait désormais naître de nouvelles solutions et de nouvelles avancées pour l'Union. Citoyens et politiciens européens partagent dorénavant la conviction qu'une réorganisation des institutions est nécessaire. La démocratisation des institutions européennes pourra dès lors surgir des événements de ces dernières semaines et offrira par conséquent la légitimité démocratique indispensable à la gestion de la zone euro.

Alors que les acquis d'hier sont partout remis en question, le "monde d'après" prend forme et présente des facettes parfois surprenantes. Le Printemps arabe avait annoncé le retour des populations nord-africaines aux affaires mais c'est actuellement partout dans le monde que les peuples tentent de reprendre l'initiative. En élisant 104 députés et 58 sénateurs issus de la société civile, les électeurs du Movimento 5 Stelle ont, eux aussi, clairement montré qu'ils voulaient se réapproprier l'espace politique de leur pays.

-----

# GOUVERNANCE

## Etats-Nations, Europe, Régions et... Macro-Régions

par Christel Hahn



### Un regard sur l'intégration régionale en tant que structure de gouvernance de l'Euroland.

En juin dernier la Conférence des Régions Alpines à Bad Ragaz, en Suisse, a adopté une résolution visant à développer une stratégie macro-régionale pour les Alpes.<sup>1</sup> La conférence était le résultat d'un travail en réseau continu au sein d'un certain nombre de groupes de travail et d'organisations transalpines qui ont été créés pendant les différentes phases de l'intégration européenne.

1. Source : **Arge Alp**

### La "Famille Alpine"

1. Les efforts de protection de la nature alpine remontent évidemment à avant l'intégration politique. Ils conduisent en 1952, juste après la guerre, à créer la **CIPRA**, une ONG comprenant environ 100 organisations membres qui travaillent pour un développement durable des Alpes et qui était la force principale pour créer la Convention Alpine.

2. Lors de la première phase de l'intégration européenne, l'**Arge Alp** a été fondée en 1972 sous l'initiative des dirigeants du Tyrol, du Sud Tyrol et de Bavière. C'était, au sein de l'Europe, la première association d'unités étatiques en-dessous du niveau des Nations-Etats et sa fondation a marqué la fin de la phase chaude du conflit du Sud Tyrol.



3. La première renaissance européenne de 1985-1992, époque de la dissolution du rideau de fer, a vu, également en 1989, l'établissement de l'**Eurorégion Tyrol-Sud Tyrol-Trentin**, une région transnationale construite de ces parties du Tyrol qui avaient été séparées après la Première Guerre Mondiale. L'Eurorégion est le cœur de l'intégration alpine comme la France/Allemagne est le cœur de l'intégration européenne.

4. A la même période, pendant laquelle l'Union Européenne était créée par le Traité de Maastricht, les principaux Etats alpins ont signé, en 1991, la **Convention Alpine**, un traité international sur la protection complète et le développement durable des Alpes.

Source : **Convention Alpine**

5. L'UE a donné aux Alpes le **Programme Spatial des Alpes**. Il s'agit d'une Coopération Territoriale Européenne dans le cadre de la politique de cohésion de l'UE (une politique visant à réduire les divergences entre les régions européennes)<sup>2</sup>, et ses Etats partenaires sont ceux de la Convention Alpine. Là où la Convention Alpine couvre uniquement le cœur de la région alpine, le Programme Spatial Européen inclus également de grands espaces métropolitains.

6. Maintenant, alors que l'UE élargie cherche à se consolider dans l'Euroland, toutes les régions alpines se sont unies pour établir une **Stratégie Macro-Régionale pour les Alpes** (suivant la Stratégie de la Mer Baltique et du Danube). Le travail pour développer cette stratégie macro-régionale pour les Alpes a été effectué depuis 2009 au travers de l'Arge Alp, de la Convention Alpine et du Programme Spatial Alpin et a pour objectif de mobiliser 40 régions sur 7 Etats, soit 50 millions de personnes.

## Vers une Stratégie Macro-Régionale pour les Alpes

2012 a été une année de recherches et de débats pour les Alpes et le résultat a été que le réseau s'est agrandi, l'étendue géographique d'une stratégie macro-régionale a été discutée, le contenu a été développé et pression a été faite sur les institutions européennes et sur les gouvernements nationaux.

Les trois objectifs pour une stratégie macro-régionale des Alpes sont :

- Promotion de l'innovation et de la compétitivité dans cette zone prospère.
- Stratégies communes pour l'eau, l'énergie, l'agriculture, la sylviculture, l'environnement et le climat.
- Développement de solutions en respect avec l'augmentation du trafic transalpin.

Une stratégie macro-régionale pour les Alpes est vue comme un cadre pour une gouvernance multi-niveaux, qui se déroule déjà effectivement dans le processus actuel<sup>3</sup>.

## Tendances

### Le besoin d'équilibrer l'écologie dans des temps perturbés

Le besoin continu d'équilibrer le fragile éco-système des Alpes est l'un des motifs les plus forts pour la coopération régionale. La crise systémique globale actuelle est réellement une période de grands troubles (politiques, économiques et climatiques) et intensifie dès lors le besoin d'équilibre. Dans le monde, qui émerge de la crise, il n'est pas suffisant de se fier aux processus existants, mais nous voyons une nécessité pour de méthodes complètement nouvelles et des solutions prenant leurs origines dans une attention plus intense.

2. EU Cohesion Policy 2014-2020, EU Alpine Space, [Youtube](#)

3. Source : [Arge Alp](#)

## L'arc alpin est défini par son histoire

1919 a vu le démantèlement des Habsbourg et le Sud Tyrol a été donné à l'Italie. Après la Seconde Guerre Mondiale, le Sud Tyrol est resté en Italie et celle-ci a bloqué le processus d'entente contractuel pour son autonomie. La situation s'est aggravée et a été résolue grâce à des négociations permanentes et à la pression internationale sur le gouvernement italien en 1972. Les dirigeants régionaux ont finalement obtenu l'unification du Tyrol mais en tant qu'Eurorégion. La dynamique d'une résolution pacifique d'un long conflit a fait de cette région un moteur de l'intégration alpine.



## L'UE est plus que l'UE

Bien que l'UE, en tant qu'entité politique, dispose de frontières bien définies, il n'en va pas de même de sa cohésion politique et de ses stratégies macro-régionales ; elles comprennent effectivement de nombreuses régions qui, politiquement, ne font pas partie de l'UE. En ce qui concerne les Alpes, la Suisse est un membre complet et pro-actif de tous les réseaux alpins. Ceci donne une force et une dynamique supplémentaires au réseau alpin.

## La pression pour plus de structures fédérales et décentralisées

Les nombreuses frontières dans la zone alpine et la petite taille de l'Autriche ou de la Suisse amènent les dirigeants régionaux à agir en "chefs d'Etat" avec un réseau de "relations étrangères"<sup>4</sup>. Ceci est encouragé par les structures fédérales/décentralisées de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie.

4. Voir, par exemple, [Quatre Moteurs pour l'Europe](#)

## La prospérité des Régions Alpines

Les Alpes sont un groupe de régions européennes prospères avec une structure économique relativement homogène de réseaux d'industries et d'universités de taille moyenne. Plusieurs facteurs ont contribué à sa prospérité : stabilité politique et le résultat d'influx de capitaux, la force qui résulte de dépasser des défis naturels, la localisation au centre de l'Europe et des conditions historiques et politiques spécifiques.

## Une nouvelle forme de développement

Les processus présentés ici font partie de la transition décrite par Franck Biancheri dans son livre "[Crise Mondiale : En route pour le Monde d'Après](#)".

## Une stratégie macro-régionale pour les Alpes

La plupart des acteurs sont plutôt optimistes quant à l'issue de la procédure, mais plus important que n'importe quelle décision prise à Bruxelles, le travail du réseau existant démontre que, dans l'Euroland (un terme utilisé ici pour une UE transformée par la crise globale), les processus



5. “Nichts wie weg von de Pleitegeiern”, 23.06.2010, [Tages Anzeiger](#)
6. La Suisse est le premier pays où un référendum populaire concernant la réforme du système monétaire est en préparation. Source : [Vollgeld](#)
7. Un processus très développé est par exemple EMAS (European Eco-Management and Audit Scheme). Il s’agit d’un cycle d’auto-développement, où une organisation définit des objectifs qui seront améliorés en permanence. Source : [EMAS](#)

n’évoluent pas du haut vers le bas mais en réseaux et sont essentiellement des processus d’auto-organisation. Parmi les citoyens, nous voyons une méfiance grandissante vis-à-vis des “officiels” mais, d’un autre côté, une forte identification vis-à-vis de leurs régions.<sup>5</sup>

### **Promotion de l’innovation et de la compétitivité dans cette zone prospère**

Cet objectif pour la macro-région alpine montre que la politique régionale de l’UE a besoin d’être ajustée. D’un monde qui croit “rendre tout le monde égaux” et résoudre les problèmes en injectant de l’argent à partir d’un arrosoir central, nous évoluons vers un monde qui reconnaît l’unicité de chacun et consiste en des communautés auto-suffisantes. Dans ce monde, les parlements seront de moindre importance et les réseaux d’experts gagneront en importance. Les régions prospères n’auront pas l’argent qui va désormais vers les régions pauvres mais, plus important, elles obtiennent l’espace pour se développer. Ce ne sera pas possible sans des changements dans le système monétaire pour assurer que les besoins des communautés et des régions, et non ceux du marché, détermineront le flot de capital.<sup>6</sup>

### **Stratégies communes pour l’eau, l’énergie, l’agriculture, la sylviculture, l’environnement, le climat**

A nouveau, nous voyons que nous évoluons d’un monde de l’arrosoir vers un monde dans lequel l’environnement n’est pas vu comme un problème qui doit être résolu mais comme un écosystème auquel nous appartenons.<sup>7</sup> Dans ce monde de demain, il faut s’attaquer à ces questions grandissantes d’interdépendance qui sont soulevées par des mouvements citoyens. Une de ces questions vient des plans de la Suisse de construire un site de décharge permanent pour des déchets nucléaires dans les plaines du nord des Alpes, une région géologiquement instable.

### **Développement de solution en respect avec l’augmentation du trafic transalpin**

Dans le monde émergent, les besoins des citoyens sont valorisés. En Suisse, la population a voté contre les trains à grande vitesse et un système ferroviaire exemplaire a été développé à la place. Les bonnes pratiques sont répendues par le réseau alpin. Ainsi, remplacer les vignettes auto nationales (péage autoroutier) par une Vignette Auto Alpine serait très populaire auprès des citoyens et inciterait à intégrer la planification et le financement des routes.

L’intégration alpine s’est développée de manière synchrone avec l’intégration européenne. Actuellement, le développement est conduit par un momentum inhérent et l’analyser avec les méthodes de l’anticipation politique peut aider à trouver des solutions aux problèmes de gouvernance de l’Euroland.

Une version plus détaillée de cet article peut être consultée en [anglais](#) et en [allemand](#).



## 26/03/2063 : L'humanité est-elle prête à un nouvel Abou Simbel ?

par Olivier Parent



Le site antique de Damas, la Nouvelle Orléans, la cité de Venise, Les statues de l'île de Pâques, la ville de Salzbourg, celle de Hôï An au Vietnam... la [liste des sites appartenant au patrimoine de l'humanité](#) ne cesse de s'allonger. Celle qui énumère les sites menacés par les changements climatiques s'allonge encore plus vite. Une interrogation se pose de manière toujours plus pressante : la communauté des nations est-elle prête à engager les moyens nécessaires à la sauvegarde de ces ensembles qui font la richesse et la diversité culturelle de l'histoire de l'Homme? Ce qui a été réalisé en 1958, sur le cours du Nil, en Egypte, afin de sauver le site d'Abou Simbel d'une immersion inéluctable avait été un tour de force. A cette époque, Nasser faisait rehausser le Haut Barrage d'Assouan pour en augmenter les capacités hydroélectriques. Le site archéologique était voué à disparaître sous les eaux du lac artificiel Nasser. Sous l'égide de l'UNESCO, 60 mille tonnes de pierre furent

déplacées. Plus d'un millier de blocs pesant chacun de 20 à 30 tonnes furent à nouveau assemblés dans un décor adapté pour ressembler à celui d'origine. Les générations futures peuvent ainsi continuer à jouir de ce joyau de l'architecture pharaonique.

Aujourd'hui, on ne parle plus d'un seul site à sauvegarder mais de dizaines. On ne parle plus en milliers de tonnes mais en millions... On n'attend plus la participation d'une poignée de nations mais c'est bien l'ensemble des nations de la planète qui sont appelées à mettre en place un vaste plan de sauvegarde des héritages de notre passé.

Réalisme et idéalisme s'opposent, une nouvelle fois, face à l'ampleur d'une telle entreprise. Les mêmes voix qui n'ont de cesse de condamner des projets tels que celui de l'[ascenseur spatial](#) se prononcent aujourd'hui ouvertement contre ce projet de sauvegarde d'un héritage dans lequel elles ne veulent plus se reconnaître. Ces chefs-d'œuvres en péril sont les manifestations d'un monde avec lequel ils se veulent en totale rupture : "Comme la perte des Bouddhas de Bâmi-yân, au début du XXIe siècle, participèrent à cristalliser dans l'opinion publique l'ampleur de l'extrémisme des talibans d'Afghanistan, ces sites immergés et à jamais perdus sont des jalons



nécessaires qui mèneront à la prise de conscience par laquelle l'humanité doit passer pour se sauver de ses propres excès !" Les coûts des opérations entrent, bien évidemment, en ligne de compte dans la démarche des détracteurs de ces grands travaux déjà regroupés sous le nom de NAS Project (New Abou Simbel Project).

Le NAS ne manque pour autant pas de soutiens. Que ce soit par le mécénat industriel ou transnational, au travers de fondations culturelles ou tout simplement avec l'aide d'Etats de toutes tailles, ces soutiens se sont organisés en commençant par la constitution d'un comité scientifique d'experts. Ce dernier, par la voix de son porte-parole, rappelle que le contexte contemporain n'est plus le même qu'au moment du "premier Abou Simbel". Ce qui, à l'époque, constitua un travail pharaonique pour les équipes, pourrait être réalisé avec beaucoup plus de pragmatisme et d'économies grâce au soutien des nouvelles technologies, au premier chef desquelles on peut naturellement citer la robotique et sa conscience artificielle. "Ce ne serait pas une ineptie de confier l'entreprise de sauvegarde d'un site à une IA. Sous surveillance humaine, elle se structurerait autour de l'ensemble des éléments qui constituent le site à sauvegarder (éléments physiques tout autant qu'écologiques, culturels ou esthétiques). L'instinct de survie de l'IA dirigerait au mieux une myriade de robots. Au final, on pourrait avoir la garantie que l'ensemble des moyens mis en œuvre pour aboutir à une conservation réussie, en plus de s'insérer dans le cadre des lois de la robotique, respecterait bien mieux ces sites uniques et indispensables à la mémoire de l'humanité que ne pourrait le faire une entreprise humaine !"

Le comité scientifique du NAS soumettra, sous peu, un calendrier des travaux à entreprendre à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Les deux camps fourbissent déjà leurs armes pour ce grand oral aux implications planétaires.



**Crise mondiale**  
**En route pour le monde d'après**  
**La France, l'Europe et le monde dans la décennie 2010-2020**

Par Franck Biancheri

Dans ce livre sans concession, Franck Biancheri (né en 1961, directeur des études du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique) tente de combler le manque d'anticipation des dirigeants et des élites européennes vis-à-vis de la crise en proposant une vision concrète de l'avenir de la France, de l'Europe et du monde à l'horizon 2020.

"Car cette crise que nous vivons n'est pas seulement la fin du monde d'avant, c'est également, une formidable occasion de reconstruire un monde d'après, à condition, toutefois, de ne pas se tromper sur les dangers, les défis et les opportunités qui nous attendent."

COMMANDEZ EN-LIGNE

# L'inéluctable contre-révolution du peuple américain

par Bruno Paul



**La République américaine a connu des transformations extraordinaires et en continu depuis septembre 2001. Nous devons attribuer à ces changements le nom de révolution, ou de coup d'État permanent, qui a progressivement ramené les institutions de la République étatsunienne au rang de simples simulacres. Cette révolution est une Grande Régression, c'est-à-dire un mouvement qui ne s'inversera qu'avec la victoire d'une contre-révolution menée par le peuple américain, dont les premiers signes d'existence se font jour. Au terme de cette longue lutte, aucune des institutions fédérales actuelles n'y survivra sans être, au mieux, profondément transformée.**<sup>1,2</sup>

La crise systémique globale se traduit avant tout par une crise du statu quo, lequel caractérise une époque où les changements, bien que présents et profonds, sont peu nombreux et très peu perceptibles à la surface ou dans les médias grand public. La crise agit donc comme un dévoilement, conjointement à une accélération de la dynamique de changement, tout en conservant les tendances lourdes. C'est pourquoi il est si déterminant d'examiner les évolutions de la République américaine sous un angle dynamique, au lieu du constat statique habituellement limité à une photographie instantanée de la situation.

1. Ce texte est une publication partielle. Le document complet disponible sur [Conscience-Sociale.org](http://Conscience-Sociale.org) comporte d'autres sections, notamment sur les séquences à venir.

2. Nous utiliserons la technique de la **parrêsia** alliée à la méthode de l'anticipation politique. Ce texte se veut être une aide à la décision de chaque individu impliqué, dans le prolongement d'une **forte empathie pour le peuple américain**.

Nous identifions 4 forces principales, souvent antagonistes, à l'intensité variable dans le temps et dont la résultante à chaque instant explique la situation dans le passé, dans l'actualité et à venir :

- la dynamique de la morale, qui produit des idéologies au sein de la société ;
- la dynamique sociale des échanges entre individus, produite par l'idéologie dominante (ce qui inclut, entre autres, tous les éléments de l'analyse économique classique) ;
- la dynamique extérieure, celle mise en œuvre par les autres pays au travers des relations (commerciales, financières, monétaires, militaires, politiques etc.) entre gouvernements et organisations; la politique étrangère vise à influencer ces relations pour obtenir des actions favorables au pays ;
- la dynamique politique interne, produite par les rapports entre les citoyens, les organisations et le gouvernement fédéral, et dont une partie essentielle est la justice.

## Une pensée inadaptée au XXIème siècle

La dynamique de la morale est celle qui évolue le moins rapidement. La production et surtout la diffusion d'idéologie dans la société exigent des décennies. Le néolibéralisme est dominant, et l'écologie politique encore balbutiante aux US. Dans les sphères du pouvoir, l'idéologie d'un exécutif fort a oblitéré toute pensée alternative.

Les forces progressistes sont désorganisées<sup>3</sup> et, dans le vacarme des médias dominants, sont réduites à n'élaborer que des stratégies de résistance individuelle au mieux, sinon d'alertes ou de réveil des esprits confortablement engourdis, mais pas des organisations politiques pour propager des idées de justice sociale fondamentalement neuves<sup>4</sup>. La religion n'a qu'un rôle conservateur, à la différence de ce qui s'est produit en Afrique du Sud. Les citoyens en sont réduits à accumuler stock et munitions en attendant le pire et c'est pour cela que c'est ce qui se produira.

## Pour les inégalités, rendez-vous à l'étage supérieur

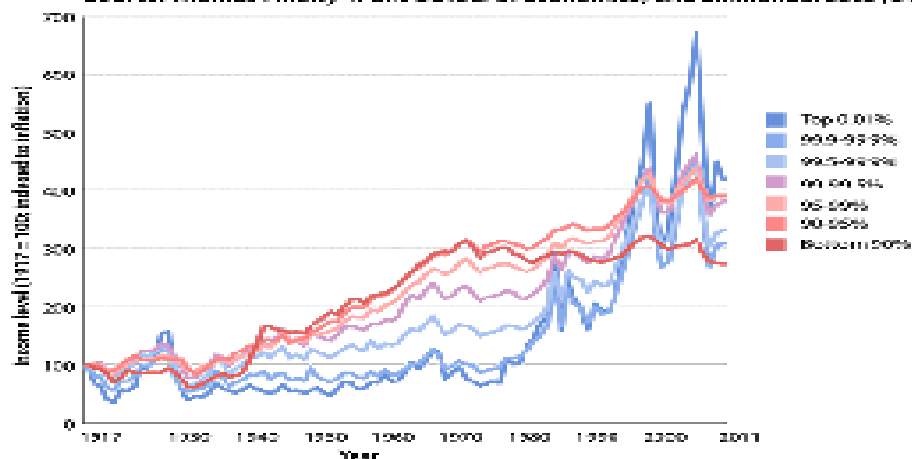
La dynamique sociale aux U.S. fait l'objet de très nombreux bilans<sup>5</sup> et mesures depuis le début de la crise systémique. Nous ne donnerons ici que trois illustrations, la première sur l'évolution sur un siècle des tranches de revenus aux U.S. ; la suivante sur le programme d'aide alimentaire aux US depuis 1976; et la dernière qui montre la différence d'évolution des plus gros revenus entre les U.S., UK, France et Canada :

3. The progressive movement lacks a spine for the moment, and is badly divided over a number of difficult issues which diffuse them, instilling hatred and fear in their hearts, driving out love, and leaving room only for a destructive pride and selfishness. And the timid thinkers, the so-called intelligentsia, hide in their studies and in their cellars, and in their work, waiting for someone else to do something. Eventually progressive people will come together or, as Edmund Burke observed, "they will fall, one by one, an unpitied sacrifice in a contemptible struggle.". Source : A Financial Coup d'Etat, the Credibility Trap, and What Must Be Done, 28.09.2012, [Jesse's Café Américain](#)

4. "Resistance, Revolution, Liberation – A model for positive change", C.H. Smith, 2012, [oftwominds.com](#)

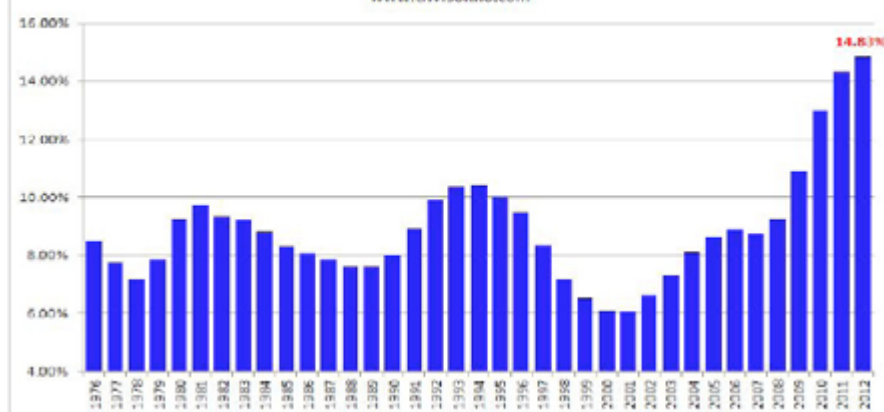
5. "The Middle Class In America Is Being Wiped Out – Here Are 60 Facts That Prove It", 04.01.13, [The Truth](#) ; "Why the Middle Class Is Declining: Economist", 24.02.13, [CNBC](#) ; "Eroding middle class falls to 51%, survey finds", [L.A. Times](#), 08/2012

Average Income by Income-group, 1917 to 2011  
Source: Thomas Piketty (Paris School of Economics) and Emmanuel Saez (UC - Berkeley)



Percentage of US Population Receiving Food Stamps

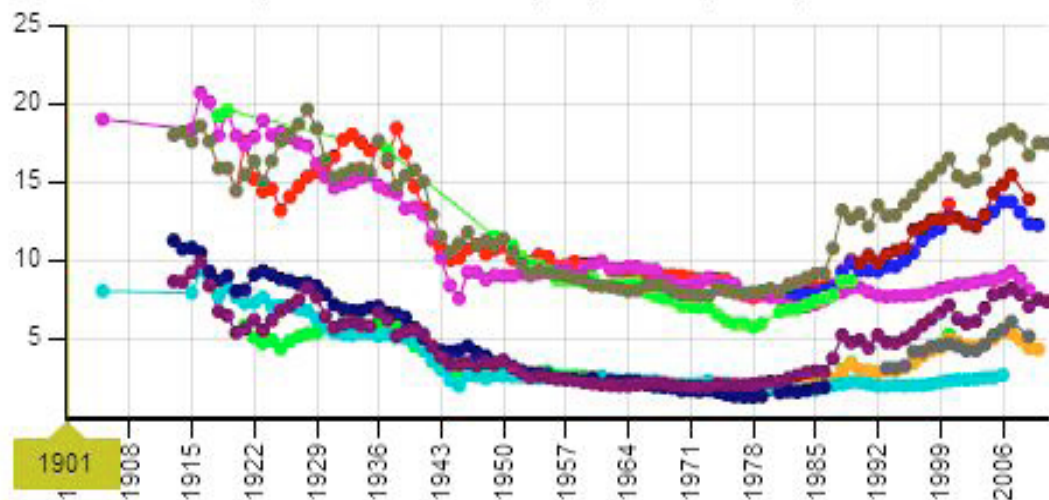
www.trivisonno.com





### Top income shares, 1901-2011

Sources: The World Top Incomes Database. <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu/>



- ✓ Top 1% income share (Canada)-Saez & Veall (2007); Veall (2010, 2012)
- ✓ Top 1% income share-LAD (Canada)-Saez & Veall (2007); Veall (2010, 2012)
- ✓ Top 0.1% income share (Canada)-Saez & Veall (2007); Veall (2010, 2012)
- ✓ Top 0.1% income share-LAD (Canada)-Saez & Veall (2007); Veall (2010, 2012)
- ✓ Top 1% income share (France)-Piketty (2001, 2007); Landais (2007)
- ✓ Top 0.1% income share (France)-Piketty (2001, 2007); Landais (2007)
- ✓ Top 1% income share-married couples & single adults (United Kingdom)-Atkinson (2007)
- ✓ Top 1% income share-adults (United Kingdom)-Atkinson (2007)
- ✓ Top 0.1% income share-married couples & single adults (United Kingdom)-Atkinson (2007)
- ✓ Top 0.1% income share-adults (United Kingdom)-Atkinson (2007)
- ✓ Top 1% income share (United States)-Piketty & Saez (2007)
- ✓ Top 0.1% income share (United States)-Piketty & Saez (2007)

L'idéologie de la société U.S. est exclusivement orientée vers le principe de liberté. Comme attendu, cette conception tronquée a conduit à sacrifier au bout du compte l'égalité des individus, et à autoriser les crimes au nom de la liberté.<sup>6</sup>

## La vague de l'expansionnisme reflue

Concernant la dynamique extérieure, la crise systémique globale a aussi révélé que les États-Unis étaient parvenus au terminus de leur phase d'expansionnisme. Leurs alliés traditionnels se sont, au fil des années, retournés contre eux (Iran, Philippines, Irak, Chili...), privilégient d'autres relations (Brésil, Afrique du Sud, Inde et, maintenant, la Chine et l'Australie), prennent des velléités de souveraineté (Japon et sa politique monétaire), ou sont sur un profond déclin (UK<sup>7</sup>). Un nouvel ordre monétaire international est en préparation active pour supprimer le rôle pivot et exorbitant du dollar<sup>8</sup>, et les U.S. n'ont plus aucun moyen de s'y opposer. S'ils choisissent de ne pas y participer, ils se mettront eux-mêmes hors du système mondial comme l'URSS après Bretton Woods.

6. Rumsfeld déclara après le pillage et la destruction des trésors archéologiques à Bagdad, patrimoine de l'humanité : "Freedom's untidy... Free people are free to make mistakes and commit crimes". Source : "It's US policy that's untidy", 17.04.13, [Los Angeles Times](#)

7. From the US to the UK, industrial decline creates 'anxious class', 04.02.13, [GlobalPost](#)

8. "Gold, the renminbi and the multiple-currency reserve system", 01.2013, [OMFIF](#) ; [Conscience Sociale](#)

Le 12 septembre 2002, G.W. Bush annonçait devant les Nations Unies l'intention de la présidence des États-Unis d'attaquer préventivement l'Irak, en opposition aux lois internationales en vigueur.<sup>9</sup> Aucun délégué n'a protesté et l'invasion a commencé le 20 mars 2003. Ce jour-là, le cadre multilatéral des lois internationales a été en pratique réduit à la loi de la jungle parce que ce droit international n'a pas été exercé et garanti. Ce jour est notable par la marque de l'impérialisme américain sur l'ensemble des relations internationales. Cette idéologie est une tendance de fond qui détermine de manière continue la politique étrangère des États-Unis depuis le génocide des guerres indiennes, et celui des Philippines. Cette longue expansion, qui a été la source de leur croissance, est désormais inversée. Les U.S. se sont retirés d'Irak, bientôt d'Afghanistan et ce sont aussi les 88.000 militaires basés en Europe<sup>10</sup> qui vont être rapatriés aux USA ou en Asie. Mais recycler un complexe militaro-industriel dans les activités civiles est très difficile, comme les U.S. en ont fait l'expérience en 1946-47.

## Au nom de ma loi...

La situation politique actuelle de la République américaine est simplement résumée par le Pr. Chalmers Johnson : dans les faits, la séparation des pouvoirs –l'élément le plus fondamental de la Constitution– a disparu<sup>11</sup>. La nouvelle forme du pouvoir n'a pas remplacé ou dissous les institutions du Congrès et de la Cour Suprême, comme l'aurait fait un pouvoir dictatorial issu d'un coup d'État franc et net. Ces années de persistance des institutions obsolètes ont trompé la vigilance des citoyens, bien que des cris d'alertes aient été lancés dès 2002.<sup>12</sup> Sans moyen d'exercer la garantie des droits des citoyens, les libertés de ceux-ci (les 10 amendements de l'U.S. Bill of Rights) ont ensuite été rognées en quelques années par de nouveaux textes.

13. Pour plus de détails sur cette partie, lire : [Conscience Sociale](#)

14. "Can juries tame prosecutors gone wild ?", 02.02.13, [Boston.com](#)

15. Voir aussi "DOJ: We Can't Tell Which Secret Application of Section 215 Prevents Us From Telling You How You're Surveilled", .01.02.2013, [Empty Wheel](#)

16. En utilisant un texte entré en vigueur un mois après l'entrée des U.S. dans la première guerre mondiale ([Espionage Act, 1917](#)) ou le très controversé CFAA ([Computer Fraud and Abuse Act](#))

17. Pour lui permettre en échange d'obtenir une sentence plus faible mais certaine.

9. "The mantra that means this time it's serious", 14.09.02, [The Independent](#) (reprinted by [Daily Times](#))

10. Source : 30.09.12, Military personnel statistics, [DoD](#)

11. Cette évolution a été remarquablement expliquée dans une approche multidisciplinaire par la trilogie « Blowback » du [Pr. Chalmers Johnson](#), et en particulier dans le dernier tome: [Nemesis – The last days of the American Republic](#), Metropolitan Books, 2006 ; Voir aussi " The military Keynesianism of the U.S. and the Road to Tyranny", [Conscience Sociale](#).

12. "On presidential records", 04.2002, [Federation of American Scientists](#) ; "Uncle Sam's Iron Curtain of Secrecy", 08.2005, [James Bovard](#) ; 13.03.06, [The Guardian](#) ; "2 U.S. Supreme Court Justices – And Numerous Other Top Government Officials – Warn of Dictatorship", 18.09.12, [Washington's blog](#)

## ... je vous arrête !

La mort d'Aaron Swartz le 11 janvier<sup>13</sup> nous rappelle celle de Mohamed Bouazizi, qui s'est lui aussi suicidé à 26 ans en signe de protestation ultime contre la politique de son gouvernement. Son geste sera un symbole pour toute une génération de jeunes qui se reconnaîtront en lui. De la même manière, la mort d'Aaron Swartz est aussi un geste politique, celui d'un homme persécuté par un système judiciaire qui trahit ses citoyens au lieu de les protéger<sup>14</sup>. Les deux années de procédures kafkaïennes<sup>15</sup> où le procureur outrepassa sans aucun contrôle l'esprit et la lettre des lois<sup>16</sup> dans le seul objectif de contraindre par cette menace Aaron Swartz à se reconnaître coupable<sup>17</sup> ne nous rappelle rien d'autre



que Le Procès<sup>18</sup>, dans lequel un homme de 30 ans est brusquement entraîné dans un système judiciaire arbitraire, inhumain, absurde et meurtrier.



Joe Macare @exileinflyville

12 Janv

"We are all Aaron Swartz" - humbling to realize how many his life touched. RT @rickperlstein: My #aaronswartz eulogy.  
[thenation.com/blog/172187/aa...](http://thenation.com/blog/172187/aa...)

## Dernier Recourt

La mort d'Aaron Swartz présente tous les ingrédients pour accélérer une prise de conscience au sein de la communauté connectée. Comme tout symbole, il est fédérateur.

La partie change de dimension, mais pas de perspectives. Les nouveaux acteurs ne se sentent pas seulement concernés ; ils se sentent eux-mêmes visés par les intentions politiques d'un système judiciaire coercitif qui ignore superbement les dérives extraordinaires des acteurs du système financier et qui persécute même les défenseurs des libertés individuelles. Cette idée du sens commun de la justice bafouée est capable de fédérer au-delà des frontières traditionnelles des partis. Ce n'est pas un petit groupe d'hommes politiques qui est remis ouvertement en cause mais bien la réelle légitimité d'un système de gouvernement qui autorise de tels traitements judiciaires. C'est donc une profonde crise politique qui vient de franchir un nouveau palier.



Après la disparition des droits protégeant les individus dans les textes de lois, les effets directs sur la vie des citoyens américains ne font que commencer. Ceux-ci réagissent et la radicalisation du mouvement de contestation apparaît dès le 25 janvier avec le hack d'un site du ministère de la Justice par Anonymous qui lance la phase publique de la mobilisation "Last Resort" (Dernier Recourt).<sup>19</sup>

18. [Œuvre de Franz Kafka](#), rédigée entre 1914 et 1925

19. Cette logique de radicalisation dans la communauté connectée avait été [anticipée](#).

20. Voir la [vidéo](#) (ou le texte complet [ici](#)).

Il s'agit ici d'une action à visée médiatique mais avant tout libératoire qui se déroule exclusivement sur Internet et au-delà des lois en vigueur, à la différence du mouvement Occupy. Le message diffusé<sup>20</sup> à cette occasion par OpLastResort exprime très clairement plusieurs motivations qui ne se limitent pas à la dénonciation de pratiques ou de projets de lois liberticides :

Qu'il s'agit d'une opération préparée de longue haleine en réponse aux arrestations d'hacktivistes en 2012 ; que son déclenchement est la conséquence de la mort d'Aaron Swartz, directement causée par la persécution d'État dont il a fait l'objet ;

Que le sens commun de la justice est au-dessus de l'expression de la loi par l'État, quand celle-ci est perçue comme une trahison de l'intérêt des citoyens ou de leurs libertés ; on doit ici rappeler les persécutions judiciaires menées par le gouvernement contre les autres sonneurs d'alarme<sup>21</sup> ;

Qu'il n'y a pas de volonté de négocier ; c'est un ultimatum qui est lancé au gouvernement pour qu'il lance une réforme en profondeur des nombreuses lois liberticides ; qu'il ne peut y avoir qu'une seule issue : la mise en place par le gouvernement des réformes exigées. Le combat ne cessera pas avant cela ;

Que le message s'adresse aux citoyens du monde entier, et pas seulement aux Américains, même si c'est seulement ce dernier qui est visé ; c'est une caractéristique essentielle de ce mouvement de contestation, qui recrute des membres actifs au-delà des frontières, même pour des causes dont on pourrait naïvement penser qu'elles ne concernent que les citoyens américains.

21. Assange, Manning, Hammond, Kiriakou, Ellsberg, Drake, Radack...

22. "Why the WikiLeaks Grand Jury is So Dangerous : Members of Congress Now Want to Prosecute New York Times Journalists Too", 23.07.12, [EFF.org](#)

23. "President Obama reportedly set to enact cybersecurity order as Congress revives CISPACT", 09.02.13, [TheVerge.com](#)

## Pointer les noms derrière la finance

OpLastResort annoncera plusieurs hacks successifs de sites gouvernementaux en février 2013. Le premier s'est accompagné de la diffusion de plusieurs archives cryptées, sans la clé de lecture. Elles contiennent sans doute des informations récupérées sur des sites fédéraux. Ce choix de diffusion, s'il vise explicitement à contacter de manière sécurisée des journaux, n'utilise pas les procédures déjà rodées du canal Wikileaks. Cela a surpris la communauté et entraîné un doute chez les médias qui redoutent déjà de ne plus être protégés par le premier amendement<sup>22</sup>, jusqu'à la diffusion le 4 février d'une liste de 4600 noms de hauts représentants des institutions financières des U.S. avec leurs coordonnées et mots de passe (cryptés), obtenus en hackant certains sites de la Reserve Federale US.

Le même jour, Bloomberg annonçait qu'Obama avait l'intention d'accélérer la publication d'un ordre exécutif présidentiel permettant d'accroître la cybersurveillance<sup>23</sup> dans la lignée de la proposition de loi CISPACT. L'escalade continue.



## L'inéluctable contre-révolution

Le bilan est très sévère, mais il doit être dressé et prolongé dans ses tendances lourdes car on ne peut espérer modifier sa route en restant aveugle et sourd.

La guerre civile est imminente d'ici la fin du mandat d'Obama, sachant que la sphère au pouvoir tient par-dessus tout à le conserver (l'ultimatum d'OpLastResort restera lettre morte), et que la pression de la dynamique extérieure ne diminuera pas. Des événements ou réactions extrêmes (comme la loi martiale) pourront toujours accélérer sa venue. Les médias mainstream ne la nommeront pas ainsi, et abuseront des qualificatifs de terroristes. Dans le même temps, rien ne retardera l'inéluctable contre-révolution du peuple américain.

S'il est trop tard pour sauver ce qui est déjà perdu, il n'est jamais trop tard pour commencer à s'inventer de nouvelles perspectives. Pour peupler l'espoir. Et, sur ce terrain, les ennemis du peuple sont désarmés.

“On pense aujourd'hui à la révolution, non comme à une solution des problèmes posés par l'actualité, mais comme à un miracle dispensant de résoudre les problèmes.” (S. Weil, 1909 – 1943)



### Manuel d'anticipation politique

par Marie-Hélène Caillol

COMMANDEZ EN-LIGNE

À plusieurs reprises au cours des 25 dernières années, la mouvance européenne centrée autour du personnage de Franck Biancheri a de facto fourni le terreau à l'anticipation correcte d'événements historiques majeurs : chute du Rideau de Fer, crise de la Commission, effondrement du dollar et crise systémique globale constituent les prédictions les plus frappantes de l'histoire (toujours en cours) de cette mouvance dont les caractéristiques très atypiques (contexte européen, structure en réseau, objectifs politiques, indépendance d'esprit...) laissent supposer qu'elles sont sans doute pour quelque chose dans ce “talent”.

Les travaux issus de cette mouvance, ont peu à peu forcé le respect jusque dans les milieux universitaires, donnant naissance à une demande de formalisation méthodologique qui fait l'objet du présent manuel.

# Vers la conclusion des accords type “Schengen” entre Euro-BRICS

---



par Harald Greib

**Les accords de Schengen assurent la liberté de mouvement des personnes au sein de l'espace appelé “Schengen” par l'absence de contrôles aux frontières intérieures, contrebalancé par un renforcement des contrôles aux frontières extérieures selon un standard commun fixé par tous les pays membres des accords.**

Ce standard inclut quatre volets :

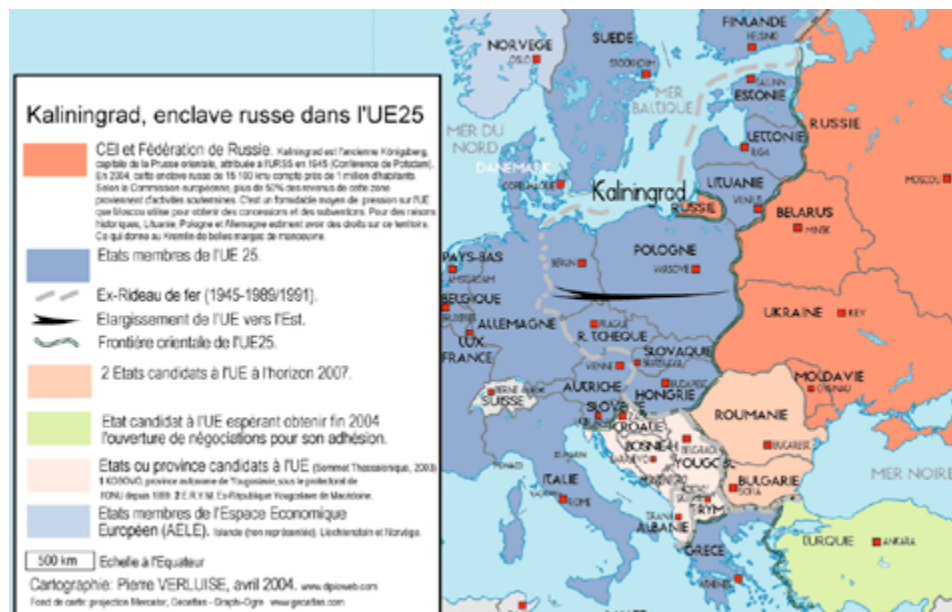
- renforcement des contrôles aux frontières extérieures (obligation de contrôle de toute personne franchissant la frontière- interdiction de n'organiser que des contrôles inopinés)
- politique de visa commune
- politique d'asile commune
- coopération policière, judiciaire et douanière renforcée.

Sont actuellement membres des accords de Schengen : les Etats membres de l'Union européenne, à l'exception du Royaume uni et de l'Irlande, plus la Norvège, l'Islande et la Suisse.

Ainsi voit-on que la participation aux accords de Schengen ne nécessite nullement l'appartenance à l'Union européenne.

Les accords n'ont pas été conclus pour accorder une liberté supplémentaire aux ressortissants des Etats signataires, mais en tant que réaction aux flux touristiques énormes entre les cinq premiers signataires (Allemagne, France, Luxembourg, Belgique, Pays-bas) qui rendaient des contrôles efficaces aux frontières entre ces pays impossibles. Les gouvernements ont fait le choix de substituer un renforcement des contrôles aux frontières extérieures accompagné d'une coopération policière, douanière et judiciaire renforcée aux contrôles aléatoires, ponctuels et donc inefficaces aux frontières intérieures. Ainsi, on pourrait dire que la logique portée par Schengen est la concentration des moyens de contrôles aux frontières extérieures.

L'espace Schengen est alors la conséquence de l'augmentation des nombres de voyageurs au point de rendre les contrôles “classiques” aux frontières inopérables. Ainsi, la Suisse a été quasiment contrainte d'y adhérer car elle ne pouvait plus, en tant que pays de transit enclavé par l'Union européenne, prétendre à efficacement contrôler ses frontières.



En toute conséquence, rien ne nous empêche d'envisager une même évolution au sein d'Euro-BRICS. A partir du moment où les flux réguliers augmentent d'une telle manière que les contrôles aux frontières deviennent une trop lourde tâche pour les Etats, il serait certainement opportun de réfléchir si la signature de tels accords de libre circulation dans le style de Schengen ne serait pas un moyen de mieux contrôler ces flux.

L'enclave de Kaliningrad nous permet même d'envisager une évolution lente et graduée. Elle pourrait d'une certaine manière constituer le laboratoire de l'évolution vers un espace "Schengen" entre Euro-BRICS. Actuellement, les habitants de cette enclave sont obligés d'obtenir un Visa Schengen pour voyager aux sein de l'espace Schengen. Etant donné la situation géographique, cela est une source de tension constante entre les Etats Schengen et la Russie et une entrave aux libertés de ces personnes. Le petit nombre de ces habitants fait de l'enclave un cas de figure idéale pour "tester" la faisabilité d'une telle démarche.

## Le procédé devrait suivre une logique d'octroi de privilège et d'évaluation sur plusieurs échelons :

D'abord, les habitants de l'enclave de Kaliningrad se voient octroyer des visas Schengen multiples et illimités. Après quelques années, les Etats Schengen évaluent le respect des règles par les bénéficiaires. Si les cas d'abus sont peu nombreux, suit l'étape suivante:

Les états Schengen suppriment l'obligation de visas pour les habitants de l'enclave. Après quelques années suit l'évaluation.

## Si les abus sont peu nombreux, suivent les étapes suivantes, toujours rythmées par alternance d'octroi et d'évaluation :

- Octroi d'un régime de visas multiples pour tous les ressortissants russes - Evaluation
- Suppression d'obligation de visas pour tous les ressortissants russes - Evaluation
- Suppression d'obligation de visas pour tous les ressortissants des BRICS - Evaluation

Suit enfin l'étape suprême :

- Evaluation du nombre de voyageurs traversant les frontières Euro-BRICS pour déterminer si la conclusion des accords "type Schengen" pourraient permettre de rendre les contrôles de ces flux plus efficaces aux moindres coûts.

Il faut toujours se rappeler que les accords de Schengen, contrairement aux idées reçues, n'affaiblissent pas le niveau de sécurité et de contrôle aux frontières, mais simplement adaptent les méthodes de contrôle pour répondre à la nouvelle situation des flux si grands que les con-



trôles classiques deviennent inopératoires. Certains disent même que les mesures prévues par les accords de Schengen augmentent le niveau de contrôles auxquels sont assujettis les voyageurs et aussi tous les habitants de l'espace Schengen. Qu'ils créent en plus un sentiment d'appartenance à un même espace, de partager un destin commun, que les Etats signataires soient des états "amis" n'est pas le but recherché, mais un très beau résultat accessoire.

-----



## Nouveau aux Editions Anticipolis **La grande chute de l'immobilier occidental**

par Sylvain Perifel et Philippe Schneider

COMMANDEZ EN-LIGNE

La crise a montré la fragilité des marchés immobiliers occidentaux, suscitant de nombreuses interrogations parmi le public très large qui s'intéresse au marché de l'immobilier résidentiel : qu'il soit acheteur, vendeur, propriétaire, locataire, professionnel ou simple particulier. Elle a permis aussi à chacun de prendre conscience des liens complexes entre les différents marchés immobiliers nationaux et les évolutions internationales de l'économie, de la finance, des devises et des taux d'intérêt. Enfin, elle fait pressentir à beaucoup que le marché de l'immobilier est arrivé à un tournant historique.

Mais cette prise de conscience est généralement victime de la pauvreté voire de l'absence d'analyses permettant d'englober une vaste ère géographique et temporelle, condition pourtant nécessaire à toute tentative crédible de prévision des évolutions à venir du marché de l'immobilier de son propre pays. Et de ces prévisions dépendent les questions fondamentales : quand vendre ? quand acheter ? faut-il louer ?

Avec ce livre, les deux auteurs, Sylvain Perifel et Philippe Schneider, comblent ce manque pour ce qui est du marché immobilier résidentiel dans le monde occidental, pour lequel ils ont indiscutablement dégagé des tendances communes. Ils mêlent heureusement, avec une plume toujours facile à suivre, des analyses précises, des données nécessaires, des raisonnements serrés, des prévisions chiffrées et datées et des conseils utiles aussi bien pour le particulier que pour le professionnel ou l'institutionnel, faisant de ce livre un véritable outil d'aide à la décision.

# 2015: La nouvelle route des Indes passera-t-elle par le Nicaragua ?

par Gilles Maury



Avec la découverte de l'Amérique apparaît l'idée d'un canal transocéanique<sup>1</sup> pour raccourcir et faciliter la route vers les Indes depuis l'Europe. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qu'un tel projet devient réalisable. Deux options sont alors sérieusement envisagées : traverser soit le Panama soit le Nicaragua<sup>2</sup>, où en 1888 le millionnaire J.P. Morgan entreprend des travaux<sup>3</sup>, rapidement interrompus par faute de financement à la suite d'une panique boursière. Finalement, le président américain Theodore Roosevelt décide de reprendre l'œuvre inachevée par les Français au Panama, officiellement pour des raisons de coûts et de risque sismique, mais surtout par intérêt géostratégique. La terre du Panama est arrachée à la Colombie pour passer sous contrôle américain, tandis que le Nicaragua, rebelle aux assauts du flibustier yankee William Walker quelques décennies auparavant, se voit durablement puni.

Ainsi, le canal du Panama est devenu depuis 1914 un "Gibraltar américain" très rentable et inévitable pour le commerce international grandissant. Pendant ce temps, les Etats-Unis maltraiteront constamment le Nicaragua<sup>4</sup> par des manipulations militaires et politiques qui provoqueront des réactions populaires violentes. La guerre civile de 1972 à 1990 laissa un lourd bilan, humain avec plus de 70.000 victimes, mais aussi économique, le Nicaragua étant aujourd'hui le deuxième pays le plus pauvre du continent. Ironie de l'histoire, Daniel Ortega, figure historique à la tête du mouvement sandiniste anti US pendant ces années sanglantes, se retrouve aujourd'hui président du pays. S'il s'est adapté aux temps nouveaux en abandonnant la lutte révolutionnaire, sa ferveur anti-impérialisme US reste intacte. Cette année, il a rencontré les plus hautes autorités du Venezuela, de Cuba, de la Chine, de la Russie et de l'Iran, faisant du Nicaragua un allié inconditionnel de cet axe alternatif.

## Le Nicaragua y croit et le veut

En 2004, le projet du Canal de Nicaragua est relancé<sup>5</sup> comme moyen de sortir le pays de la pauvreté, et sera pris comme cheval de bataille par Ortega à son retour au pouvoir en 2006. Conscient de l'opportunité géopolitique et de l'attente

1. Source : 10.1996, [Peter Constantini](#)
2. "Nicaragua Canal project steps up to rival Panama", 15.06.12, [The Voice of Russia](#)
3. "Le rêve du grand canal du Nicaragua refait surface", 07.06.12, [Le Monde](#)
4. Source : Histoire du Nicaragua, [Wikipedia](#)
5. Ortega revives Nicaragua Canal fantasy, 05.06.12, [The Nicaragua Dispatch](#)

de la population, il exécute un agenda de développement sans précédent<sup>6</sup>, attirant des capitaux<sup>7</sup> pour financer de nombreux projets. Cette dynamique de progrès s'est traduite dans les urnes, chose ici rare, par une facile réélection<sup>8</sup> du président en 2011 pour 5 ans de plus.

En juin 2012, une structure de projet est présentée : le canal serait construit dans 10 ans, avec un coût de \$ 30 milliards financés à 51 % par le pays hôte, le reste étant assumé par un consortium regroupant la Chine, la Russie, le Brésil, le Venezuela, le Japon et la Corée du Sud. Tous ces pays ont déjà manifesté leur intérêt, et le parlement nicaraguayen a massivement<sup>9</sup> voté une loi dans ce sens en juillet 2012. Les bénéfices seraient énormes pour le pays : la génération de centaines de milliers d'emplois, une rente millionnaire grâce au transit maritime, et à la clé un PIB doublé en 10 ans.

Evidemment, ce projet pharaonique aura besoin de bien plus que la foi des Nicaraguayens pour prétendre à la réalité.

6. "Nicaragua's economy up 30% under Sandinistas", 21.09.12, [The Nicaragua Dispatch](#)

7. "Nicaragua sedujo a inversionistas", 29.04.12, [El Financiero](#)

8. "Ortega será el primer presidente reelegido en Nicaragua desde el dictador Somoza", 07.11.11, [El Mundo](#)

9. "Nicaragua construirá una alternativa al Canal de Panamá", 04.07.12, [RT](#)

10. "China's overseas investment set to soar, minister says", 29.11.12, [South China Morning Post](#)

11. Source : "Gran Canal Interoceánico por Nicaragua", [Gobierno de Nicaragua](#)

12. "Dutch Consortium to Conduct Canal Study", 26.07.12, [Central America Data](#)

## Un canal transocéanique au Nicaragua, scénario réaliste ?

- 30 milliards à trouver

Le Nicaragua est un pays politiquement instable, institutionnellement fragile, ou l'état de droit s'interprète selon le bon vouloir des dirigeants. Mais avec de tels atouts, le projet est assuré des soutiens au niveau national dans la durée.

Au-delà, le feu vert ne se donnera pas sans que ses investisseurs ne s'assurent le contrôle de la gestion. De plus, pour atteindre une participation au capital de 51 %, le Nicaragua dépendra encore de ces investisseurs, 30 milliards de dollars représentant 4 fois le PIB annuel du pays. Mais ce montant sur 10 ans, même s'il sera inévitablement réévalué, n'est pas insensé : pour la seule année 2012, la Chine a investi 70 milliards<sup>10</sup> hors de ses frontières. Les pays émergents cherchent à placer rapidement leurs excès de trésorerie dans des projets d'avenir, et on retrouve dans celui-ci trois des BRICS.

- Un chantier technique à mettre sur pied

La première présentation de 2004 propose 6 tracés possibles<sup>11</sup>. En juillet 2012, deux entreprises hollandaises furent désignées pour réaliser une étude de pré faisabilité portant sur des aspects techniques<sup>12</sup>, dont les résultats seront connus au bout de 6 mois. Dès septembre, un ac-



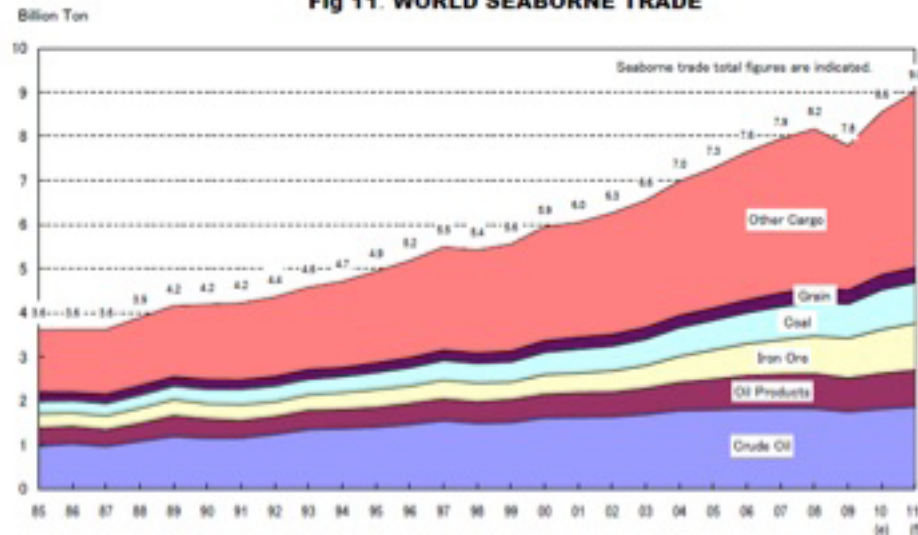
cord a été signé pour qu'une entreprise chinoise récemment formée<sup>13</sup> – et dirigée par le président de l'opérateur de télécommunications Xinwei – mène une étude de faisabilité<sup>14</sup>, mais surtout se charge d'élaborer, de financer et d'exécuter le projet. (On note le flou sur la participation des autres investisseurs.) Il est également prévu que le projet consiste en une voie fluviale et une voie terrestre complémentaire.

- La demande suivra-t-elle ?

40 % des navires en circulation ou commandés dépassent déjà le futur gabarit du canal de Panama<sup>15</sup>, pourtant engagé dans des travaux d'élargissement jusqu'en 2014. Seul le canal du Nicaragua serait alors accessible à des navires de 248.000 tonnes, deux fois plus grands que ceux qui peuvent transiter par le Panama. La commission de travail du grand canal voit déjà passer au Nicaragua 4,5 % du transport maritime mondial de marchandises, quand le canal de Panama en attire aujourd'hui 3 % selon elle. Il aurait aussi l'avantage non négligeable de raccourcir de 800 kilomètres la route maritime entre New York et Los Angeles – même s'il mesurerait aux alentours de 280 km au lieu des 80 km de Panama.

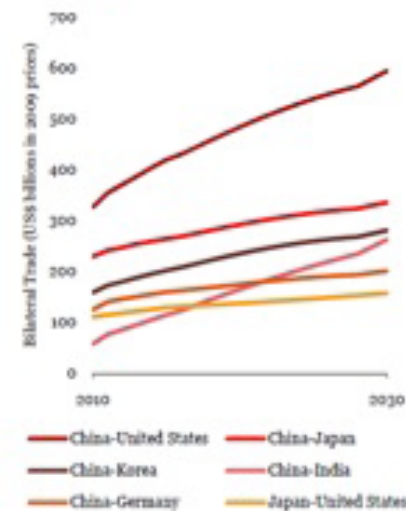
Par ailleurs, le trafic maritime mondial est en hausse continue malgré la crise.

**Fig 11. WORLD SEABORNE TRADE**



(Note) Source : Clarkson "Shipping Review and Outlook".

**Chart 4: Evolution of 2030's largest bilateral pairs**



13. "Nicaragua taps China for canal project", 11.09.12, [Nicaragua Dispatch](#)

14. "Chinese company to assess new cross-ocean canal for Nicaragua", 11.09.12, [Want China Times](#)

15. Cfr ref. 3

Quant à un hypothétique “peak everything” qui signerait la chute du commerce international, ce n’est pas pour demain<sup>16</sup>.

- Des idées, et du pétrole

A côté du canal, le projet prévoit pour 2013 la construction par le Venezuela d’une raffinerie près de la ville de León au nord-ouest du pays. S’en suivra la mise en place d’un oléoduc interocéanique<sup>17</sup>.

Depuis 2008, le Nicaragua explore activement ses fonds sous-marins. Une fuite constatée en avril 2012 laisse même penser qu’il exporte déjà discrètement du pétrole<sup>18</sup>. Fin novembre 2012, la Cour Internationale de Justice reconnaît au Nicaragua la propriété d’une zone maritime de 70.000 km<sup>2</sup><sup>19</sup> autour de l’île touristique de San Andrés située au large de ses côtes mais appartenant à la Colombie. Furieuse, cette dernière réagit en cessant de reconnaître l’autorité de cette instance, provoquant un malaise dans la communauté internationale. Ces eaux sont décidément très prisées.

## Une alliance d’investisseurs complexe mais solide

Le rôle de ces pays investisseurs est déjà une réalité au Nicaragua. Les Chinois viennent d’y vendre le satellite NicaSat-1 pour \$ 300 M, les Russes y ont développé un réseau de télécommunications mobiles 4G<sup>20</sup>, le Venezuela partage sa manne pétrolière qui représente 10 % du PIB<sup>21</sup>. Le Brésil veut augmenter son influence dans la région et en particulier au Nicaragua ami<sup>22</sup>.

Managua rembourse politiquement en affichant son appartenance à l’axe anti-impérialiste US, par son attachement à l’ALBA de Hugo Chavez<sup>23</sup>, en reconnaissant l’indépendance de l’Ossétie du Sud et l’Abkhazie<sup>24</sup> chère à Moscou, en recevant Mahmoud Ahmajinedad<sup>25</sup> (et même en invitant en 2011 un Kadhafi en déroute à s’y réfugier<sup>26</sup> !).

Malgré sa complexité, le projet du canal met déjà en évidence la complémentarité des acteurs : les Russes espèrent vendre des trains<sup>27</sup> pour la voie terrestre du canal. La Chine et le Venezuela cofinancent la raffinerie

16. Source : [BBC](#)

17. “Venezuela financia construcción de refinería en Nicaragua”, 20.09.12, [Globovision](#)

18. “¿Nicaragua exporta petróleo?”, 22.04.12, [La Prensa](#)

19. “Nicaragua, lista para explotación petrolera en el Caribe”, 21.11.12, [El Espectador](#)

20. “Is US out of ideas on Nicaragua ?”, 13.11.12, [The Nicaragua Dispatch](#)

21. “Chavez’s Havana-to-Tehran Alliance at Stake as Venezuelans Vote”, 05.10.12, [Bloomberg Business Week](#)

22. “Fortalecen relaciones Nicaragua y Brasil”, 30.10.12, [La Voz del Sandinismo](#)

23. “El canal de Nicaragua movería las fuerzas desde EE.UU. a los países del ALBA”, 02.11.12, [RT](#)

24. Cf. ref. 2

25. “Iran’s Mahmoud Ahmadinejad welcomed by Nicaragua president Daniel Ortega”, 11.01.12, [The Telegraph](#)

26. “Qaddafi and Ortega: Brotherhood of Blood”, 25.02.11, [FrontpageMag](#)

27. “Is Russia eyeing dry canal ?”, 06.02.12, [The Nicaragua Dispatch](#)



de León<sup>28</sup>. L'entreprise chinoise Xinwei attendra sa licence d'opérateur mobile<sup>29</sup>, sans beaucoup de considération pour les fournisseurs en place déjà inquiets<sup>30</sup>.

Cette organisation des affaires rompt avec les règles d'usage : pas de déclarations fracassantes, des passe-droits à peine cachés où la politique décide de l'économie, une corruption non seulement complice mais même motrice : le commandant Pastora, responsable nicaraguayen du projet, a reçu des terres confisquées à leur propriétaire<sup>31</sup>, pour s'enrichir plus tard lors de leur expropriation pour le canal. Mieux, la Chine va ainsi investir dans un pays qui ne la reconnaît même pas diplomatiquement<sup>32</sup>. Les BRICS jouent différemment, obligeant à une autre lecture de leur stratégie.

## Qui s'y opposera ?

Depuis deux ans, le Costa Rica est en conflit continu avec son voisin du nord au sujet d'une zone limitrophe dans laquelle le Nicaragua a entrepris des travaux de dragage, possible préparation pour le tracé sud du canal. Dépourvu d'armée, le Costa Rica a tenté une bataille diplomatique auprès de la Cour Internationale de Justice, sans résultat probant<sup>33</sup>. La Colombie, également alliée des Etats-Unis, voit le canal d'un mauvais œil puisqu'il concurrence sa propre alternative de "canal sec"<sup>34</sup>, d'ailleurs financée elle aussi par la Chine.

Des groupes écologiques se sont aussi manifestés en particulier sur le risque de pollution<sup>35</sup> du Lac Nicaragua. Le gouvernement a déjà intégré ce facteur en décorant la proposition de considérations respectueuses de l'environnement<sup>36</sup>.

Mais la réaction la plus attendue est bien sûr celle du Panama et son parrain américain historiquement hostile envers le Nicaragua. Il a été rapporté extra officiellement qu'en 2011 la CIA a investi \$ 30 M pour déstabiliser le pays<sup>37</sup> et éviter une réélection d'Ortega qui pourtant obtiendra 62% des suffrages. Depuis, les discours se font très politiquement corrects, avec une reconnaissance des bienfaits de la concurrence<sup>38</sup>, et en coulisse un appui au projet qui pourrait réduire la pauvreté en l'Amérique Centrale<sup>39</sup> et donc l'immigration

28. "China le pone a Nicaragua una refinería", 28.04.12, [RT](#)

29. "Xinwei se queda solo", 12.11.12, [La Prensa](#)

30. "Nicaragua courts Chinese telecom giants", 17.09.12, [The Nicaragua Dispatch](#)

31. "Winners and losers in Nicaragua's 'Grand Canal' project", 08.19.12, [Tico Times](#)

32. Source : Relaciones entre Nicaragua y la República de China, [Wikipedia](#)

33. Source : Conflicto diplomático entre Costa Rica y Nicaragua de 2010-2011, [Wikipedia](#)

34. "China intenta construir en Colombia alternativa al canal de Panamá", 14.02.11, [RT](#)

35. "Oposición señala riesgo en canal", 15.07.12, [El Financiero](#)

36. Cf. ref. 11

37. "A Channel to Link the Oceans, or the Ortega Syndrome", 21.10.12, [Strategic Culture Foundation](#)

38. "Panama not worried over Nicaragua's canal ambitions", 12.06.12, [Tico Times](#)

39. "Is Nicaragua canal bid an attempt to deflect from country's poverty?", 22.06.12, [Tico Times](#)

illégal aux US, mais aussi désenclaver le canal du Panama où les bateaux commerçant avec les Etats-Unis perdent un temps précieux. Le critère économique de court-terme semble donc primer sur toute perspective géostratégique. En fait, les Américains et les Panaméens ne croient pas dans la capacité du Nicaragua à mener à bien un tel projet dans un contexte de crise globale.

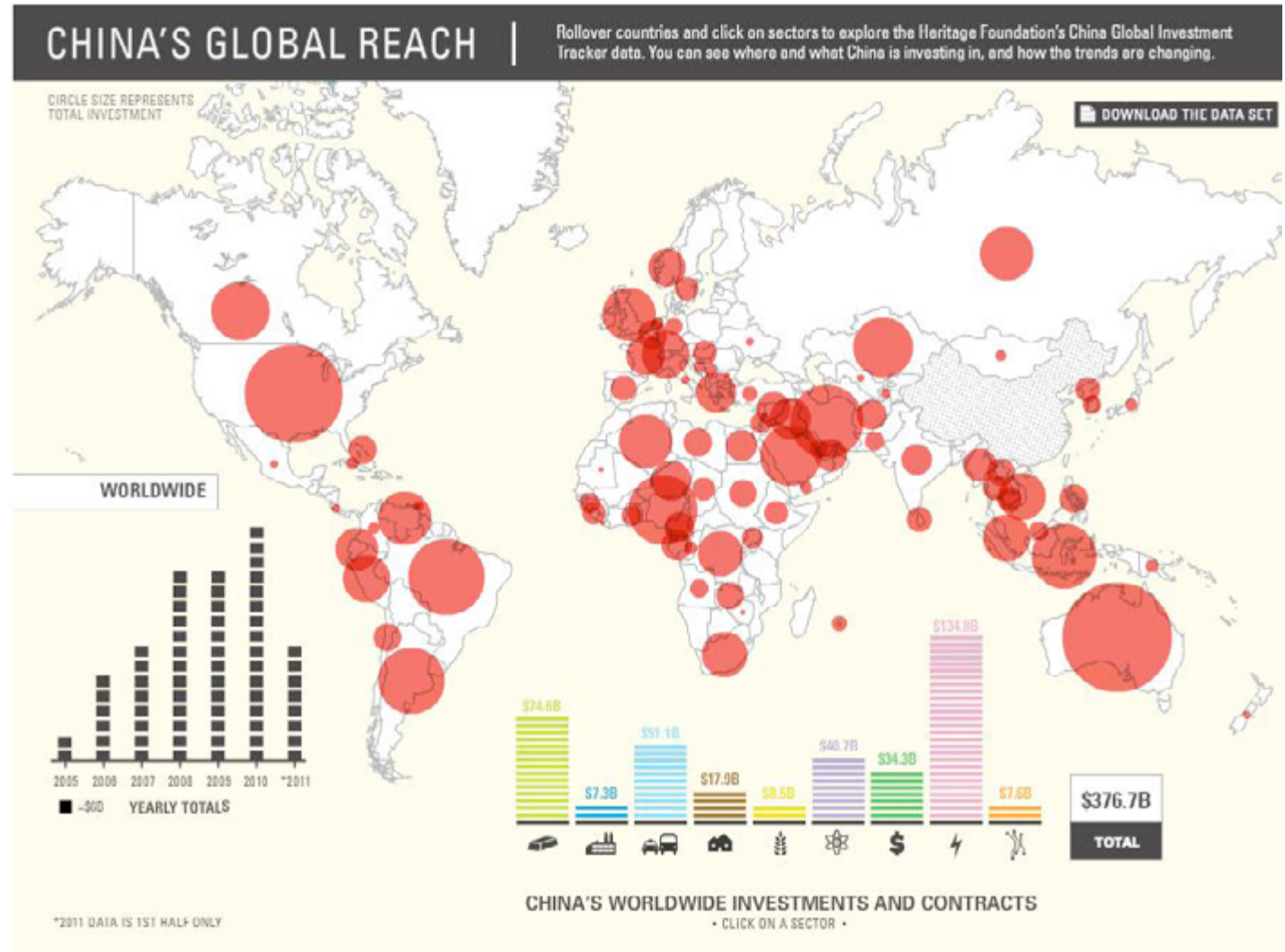
La seule incontestable contrariété pour les Etats-Unis est la présence de l'Iran dans ce jeu d'alliances. Malgré son rapprochement diplomatique fort avec Managua dès 2007, Téhéran laisse sans suite ses promesses de projets de coopération<sup>40</sup>. Dès lors, le rôle du radical Iran semble bien de tester la capacité de tolérance américaine, comme il le fait d'ailleurs au Moyen-Orient, jusque-là avec succès. Ce baromètre permet d'anticiper la marge de manœuvre du projet dans sa globalité.

40. "US foes unite: Nicaragua's Daniel Ortega cozies up to Iran's Ahmadinejad", 09.01.12, [The Christian Science Monitor](#)

## La stratégie du jeu de go

Quand les échecs, jeu de conquête typiquement occidental, incitent à l'affrontement de face, leur équivalent oriental, le jeu de go, requiert d'habiletés de contournement afin d'étouffer l'adversaire. Voilà la stratégie que la Chine applique globalement et en particulier en Amérique Latine, d'abord en investissant massivement, puis en récoltant des appuis diplomatiques et in fine, géostratégiques.

Avec le canal du Nicaragua, les décisions et les actions peu médiatisées s'enchaînent vite, attestant d'un plan bien préparé, avec notamment une surprenante coordination russo-chinoise qui n'attire pas l'attention et laisse les Etats-Unis passifs. La superpuissance montre par les faits sa fatigue.



Aujourd'hui, le commerce entre l'Atlantique et le Pacifique doit passer par le Panama, sous les canons de la flotte américaine. Le nouvel axe des BRICS autour de la Chine, voudra en développant cette route alternative y déployer une protection militaire de ses intérêts économiques et politiques. Le récent lancement du premier porte-avions chinois<sup>41</sup> lève le voile sur une stratégie de projection de forces.

Affaiblis militairement après des échecs répétés, les Etats-Unis n'iront pas, malgré leurs 22 bases en Amérique Latine, au conflit frontal avec les BRICS, nouvelle superpuissance mais aussi énorme créancier capable d'affecter le dollar. D'autant que les tensions intérieures en vue, conséquence de la crise, leur demanderont beaucoup d'attention et d'énergie. Le "pré carré de l'Amérique" s'émancipe, la **doctrine Monroe** se meurt.

Le canal du Nicaragua est un élément de la stratégie globale de prise de pouvoir des BRICS. Techniquement déjà lancé, sa transformation en bastion géostratégique se fera dans le temps, sans heurter l'orgueil yankee, en attendant que la vieille hégémonie s'effrite et s'affaisse d'elle-même.

41. "Premier appontage sur le porte-avions chinois", 26.11.12, **Le Monde**

42. "United States adds bases in South America", 26.04.12, **People's World**

MAGAZINE D'ANTICIPATION POLITIQUE



**MAP est une publication du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique (LEAP) en collaboration avec Europe2020**

**Directrice de publication :** Marie-Hélène Caillol

**Editeur :** Michaël Timmermans

**Contributeurs :** Harald Greib, Christel Hahn, Gilles Maury, Olivier Parent, Bruno Paul

**Contact :** [map@leap2020.eu](mailto:map@leap2020.eu)

Texts are licensed under the Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported License. To view a copy of this license, visit <http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/> or send a letter to Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, California, 94105, USA. Illustrations belong to the authors mentioned in the references.